

ANNEXE

PLF 2008

(Titre donné au projet d'article)

FICHE D'IMPACT

Cette fiche devra comprendre au moins les rubriques suivantes. Chaque rubrique n'appelle évidemment pas des développements identiques d'un texte à l'autre ; à défaut d'objet, la rubrique devra être reprise même si elle est renseignée « néant ».

I - IMPACT JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF :

1. **Objectifs de la disposition proposée et avantages attendus** : présentation de la mesure proposée et explicitation, de préférence chiffrée, des bénéfices escomptés. Il sera expliqué ici pourquoi il faut retenir le dispositif au fond.

2. **Dispositif juridique** : présentation de l'aspect juridique de l'article en mentionnant précisément et clairement les dispositions des textes modifiés (rappel : tous les textes utiles doivent être joints).

3. Impact en termes de formalités administratives :

- évaluer la capacité des autorités publiques, en termes humains, matériel et budgétaires, à mettre en oeuvre les nouvelles normes : incidence sur leur fonctionnement (coûts ou économies induites) ; dispositifs prévus pour l'information des usagers.

- mesurer les conséquences pour les usagers concernés : périodicité et nature des obligations leur incombant (formulaire, pièces justificatives, démarche,...) ; coût de la formalité pour l'utilisateur et incidence sur le fonctionnement des entreprises ; avantages et inconvénients.

II - IMPACT SOCIAL, ÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE

1. **Impact social ou sur d'autres intérêts généraux** : « *apprécier avec précision l'impact des dispositions proposées sur la société, au regard des principes démocratiques et républicains (...) évaluer les conséquences positives ou négatives des textes pour les personnes physiques et morales et en dégager les améliorations attendues en termes de bien être social¹* ».

2. **Effets micro et macro économiques, notamment sur l'emploi** : les incidences directes ou indirectes, en matière d'emploi des dispositions envisagées doivent être évaluées.

3. **Effets sur les budgets publics** : « *préciser les conséquences budgétaires des nouvelles dispositions non seulement pour l'État, mais également pour les collectivités locales, les établissements publics, les entreprises publiques ou les comptes sociaux* ».

Bilan coûts-avantages : « *mettre en balance les avantages et les coûts des mesures proposées d'un point de vue qualitatif et quantitatif* ».

¹Les termes en italique sont repris de la circulaire du 26 janvier 1998 relative à l'étude d'impact accompagnant les projets de loi et de décret en Conseil d'État.